

Histoire 6/8

Le Parti
du travail
de Belgique

Par Stéphane Tassin

À l'origine des partis

Evocation. La politique belge, sur son versant francophone, est à nouveau sens dessus dessous. Et bien malin qui pourrait dire comment sortir de l'impasse actuelle. Les responsables politiques devraient peut-être se pencher sur l'histoire de leur parti et se rappeler ce qui a motivé leurs lointains prédécesseurs à vouloir changer la société. "La Libre" va les y aider.



En mai 1975, des militants d'Amada (Alle macht aan de arbeiders), réclamaient, à Anvers, la libération de plusieurs de leurs amis emprisonnés. À l'époque, le pendant francophone d'Amada était le TPO (Tout le pouvoir aux ouvriers).

D'Amada à Hedebouw, l'histoire du PTB



Dans les années 60 à Louvain, lors des événements qui ont conduit à l'éjection de la section francophone de l'université vers la Wallonie, se met en place un mouvement très à gauche souhaitant lutter contre le capitalisme et le cléricisme au niveau politique et académique.

Sous l'impulsion de Ludo Martens, actif dans ce combat et dans celui du mouvement social des mineurs limbourgeois et des chantiers navals anversois, va voir le jour, quelques années plus tard, en 1970, une fédération de différents mouvements d'obédience maoïste.

Dans la foulée, Amada (Alle macht aan de arbeiders - Tout le pouvoir aux travailleurs) est créé. Amada est tout d'abord un journal, qui deviendra rapidement l'organe dirigeant du mouvement.

Et c'est en 1974 qu'il participe à ses premières élections. Les résultats en 1974 et en 1976 seront en mode mineur, à l'exception de certains arron-

dissements, où quelques candidats réalisent des scores honorables.

Un certain Kris Merckx, dans le canton d'Anvers fera un score personnel appréciable. Sa fille, Sofie Merckx, est conseillère communale PTB à Charleroi. Médecin, elle travaille dans la maison médicale de la région.

La filiation au PTB est quelque chose d'essentiel puisqu'on retrouve parmi les personnalités en vue actuellement au niveau du parti d'autres "fils et filles de...", comme Raoul Hedebouw ou Les frères Pestiau.

Laurent-Désiré Kabila

En 1979, le premier congrès du PTB est organisé. C'en est fini d'Amada. Pascal Delwit, le politologue de l'ULB précise d'ailleurs dans son ouvrage "PTB: Nouvelle gauche, vieille recette", que Laurent-Désiré Kabila était présent à cette occasion, en tant que leader du Parti de la révolution populaire (PRP), un parti zairois. Kabila y prendra la parole et Delwit pré-

C'est en 1974 qu'Amada participe à ses premières élections. Les résultats en 1974 et en 1976 seront en mode mineur.

cite aussi que Ludo Martens et l'orateur développeront des relations très importantes pour comprendre le parcours de Ludo Martens par la suite.

Ludo Martens, le dirigeant numéro un

Ludo Martens sera le dirigeant numéro un du parti jusqu'à l'élection à la présidence du PTB-PVDA de l'Anversois Peter Mertens. Une année 2008 qui verra le parti changer radicalement d'approche par rapport à la vie politique belge.

Ludo Martens - décédé en 2011 - a étudié en profondeur Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao. "Il utilise, lors des débats qui ont animé le parti, ses connaissances pour imposer sa stratégie et sa vision des choses. Comme il était le seul à avoir lu ces auteurs, il ne souffrait d'aucune contestation", expliquait à "La Libre", en octobre 2016, Pascal Delwit.

Le parti sera marqué par les crises, les remises en question teintées d'un dogmatisme communiste fort mais

aussi d'un regard plus que bienveillant sur Staline, dans la première partie de son histoire.

Les résultats électoraux du parti seront toujours assez bas. C'est au début des années 2000 que le PTB décide de changer une première fois de stratégie en ciblant les endroits où il déploie ses forces. Des listes ne seront donc pas présentées partout.

Une stratégie payante puisque le PTB commença à décrocher quelques sièges de conseillers communaux, notamment à Herstal en province de Liège. Pourtant, aux différents scrutins de 2003 (fédérales) et de 2004 (régionales et européennes), le score réalisé par le PTB restera très faible, provoquant une crise interne qui verra des figures importantes du parti quitter le navire.

Ludo Martens, à l'époque, partage sa vie entre la Belgique et le Congo, où il passe de plus en plus de temps. L'aura du fondateur pâlit de plus en plus et en interne, certains n'hésitent pas à le

qualifier de "tyran politique" ou de "dictateur idéologique".

Les changements du 8^e congrès

Enfin, c'est en 2008 que le 8^e congrès du parti verra les choses évoluer dans un sens nouveau. Sur la forme mais aussi sur le fond, puisque le parti gommait certaines de ses références douteuses. Mais fondamentalement, de nombreux aspects programmatiques du parti restèrent les mêmes que par le passé.

C'est à cette époque que débarque dans les médias, dans les manif et dans les conflits sociaux la figure révolutionnaire mais sympathique de Raoul Hedebouw. Doté d'une gouaille que de nombreux politiciens lui envient, il va, dans un premier temps, permettre à son parti de commencer une ascension positive dans les sondages.

Une ascension qui permettra au PTB de décrocher des conseillers communaux aux élections de 2012 et surtout

des députés régionaux (bruxellois et wallons) et fédéraux, dont Hedebouw lui-même. La stratégie développée par le PTB vise aussi à infiltrer les syndicats.

De plus en plus d'adhérents à la FGTB rejoignent le PTB, considérant sans doute que le discours tenu est plus proche de leurs réalités.

En juin 2015, le PTB organise son 9^e congrès. A cette occasion, si de nouveaux éclaircissements sur la position du PTB par rapport au socialisme étaient attendus, on est loin du compte, pour Pascal Delwit : "Je dirais qu'ils ont maintenu leur ligne initiale. Ils n'ont pas abordé les questions sur leur rapport à leur position historique. Si, sur la Corée du Nord, les choses semblent claires désormais, elles le sont moins sur le Vietnam, la Chine, l'URSS et Cuba."

Raoul Hedebouw se voulait plus rassurant, sur la Chine tout du moins, "Nous sommes très clairs sur les reproches que nous faisons à la Chine et à son système économique." Pourtant, selon Pascal Delwit en 2016, des contacts existaient encore bel et bien avec le Parti communiste chinois. Le politologue a toujours dénoncé un discours différent en interne et à l'extérieur.

Depuis le dernier congrès, certaines choses ont changé dans le fonctionnement du parti. Désormais, le président est élu directement par les délégués au congrès. Auparavant, il était désigné par le conseil national en son sein. Un conseil national qui est également élu par le congrès et qui a été élargi à près de dix membres supplémentaires suite à la croissance récente du parti. C'est parmi eux que sont choisis les membres du bureau du parti, véritable organe décisionnel.

Les sondages s'affolent

Le PTB voit les sondages qui le pointent comme premier parti en Belgique francophone avec une certaine inévitabilité. Un député nous confiait récemment que cette situation "lui fait peur les boules". Le parti a, en effet peur de grandir trop vite, d'arriver aux élections et de ne pas disposer de gens capables de tenir la distance. En Belgique le "syndrome Laurent Louis" - du nom de ce député fédéral élu sur une liste PP et qui avait été qualifié par André Flahaut, "l'accident de la démocratie" -, fait peur.

Une récente réorganisation visant à promouvoir de nouvelles figures a vu émerger un nouveau porte-parole francophone, en la personne de Germain Mugevangango (de Charleroi). Hedebouw se concentre actuellement sur la Flandre où le président Peter Mertens est lui aussi de plus en plus connu. Son dernier ouvrage publié ayant remporté un véritable succès.

L'histoire du PTB - qui voit sa base s'élargir de plus en plus - devrait continuer à s'écrire dans les deux années qui viennent sous le regard inquiet d'un PS aux abois.

LA JOURNÉE

L'AKP dément avoir invité le prince Laurent

La branche bruxelloise du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation politique du président turc Recep Tayyip Erdogan, n'a jamais invité le prince Laurent à un événement politique, indiquait-elle, vendredi, dans un communiqué. En début de semaine, "Le Soir" avait écrit que le Prince avait accepté une invitation des partisans du président Erdogan à s'exprimer devant la communauté turque de Bruxelles. Le gouvernement fédéral aurait été mis au courant de cette sollicitation et avait empêché le prince Laurent de s'y rendre. La branche bruxelloise de l'AKP dément cependant toute invitation. Dans un autre communiqué émanant d'Ankara, le parti du président turc évoque "une fausse rumeur".

De l'argent pour l'Unité wallonne de valorisation énergétique

Le ministre wallon de l'Environnement et de la Transition écologique, Carlo Di Antonio (CDH) a annoncé, vendredi, avoir libéré un montant de 3,4 millions d'euros pour l'aménagement de l'Unité de valorisation énergétique (UVE) de Herstal, installation qui produit de l'électricité par la combustion des déchets. Implantée depuis 2009, elle permet de produire 240 millions de kWh d'électricité à partir des 370 000 tonnes de déchets ménagers récoltés dans les 72 communes partenaires de l'intercommunale liégeoise. Ce qui correspond à la consommation électrique annuelle de 51 000 ménages.

L'ascenseur social, réalité en Belgique ?

D'après une enquête de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound), il est plus facile de grimper l'échelle sociale en Belgique que dans d'autres pays, la profession des parents n'exerçant que peu d'influence sur la carrière des enfants. D'après l'étude, l'éducation joue un rôle décisif. "La crèche et les maternelles sont depuis longtemps ancrées dans les mœurs", commente la spécialiste Ides Nijsse, de la KU Leuven.